

Stéphane Foucart

L'avenir du climat : enquête sur les climato-sceptiques



COLLECTION
FOLIO ACTUEL

Stéphane Foucart

L'avenir du climat :
enquête sur
les climato-sceptiques

Denoël

Dans la même collection

LA FABRIQUE DU MENSONGE, Comment les industriels
manipulent la science et nous mettent en danger, n° 158.

Cet ouvrage a originellement été publié sous le titre :

Le Populisme climatique

Claude Allègre et Cie,
enquête sur les ennemis de la science.

© Éditions Denoël, 2010.

Couverture : Ours polaire, Svalbard. Photo © J- L. Klein &
M- L. Hubert / Naturagency (détail).

Stéphane Foucart est journaliste scientifique au *Monde*. Pour son travail sur le climat, il a reçu en 2012, avec Sylvestre Huet, le prix Diderot-Curien et, en 2015, le prix de journalisme de l'European Meteorological Society.

Pour Aurélien, Marie et Mathias

«Douter de tout ou tout croire sont deux solutions également commodes, qui l'une et l'autre nous dispensent de réfléchir.»

HENRI POINCARÉ

Avant-propos

En 2009, au sommet de Copenhague, la communauté internationale faisait au monde une promesse qui ne sera pas tenue. Pour la première fois depuis le début des négociations climatiques, un objectif surgissait dans les discussions et les textes officiels : maintenir le réchauffement sous le seuil d'une augmentation de 2 °C, par rapport à la température moyenne de la période préindustrielle. Cet engagement ne sera pas respecté. Il est désormais trop tard. Vu les inerties combinées du système économique mondial et de la machine climatique, il est devenu illusoire de chercher à conserver un climat stabilisé sous cette limite, qui prémunissait la planète et ses habitants d'entrer dans un monde qui ne ressemblera à rien de ce qu'a connu l'humanité moderne depuis son émergence, voilà quelque 200 000 ans dans l'est de l'Afrique.

Il existe un moyen très simple de démontrer que cet espoir s'est envolé. À l'automne 2014, une équipe internationale de chercheurs publiait¹ une synthèse de la situation : nous avons un « capital »

de 3 200 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) à émettre, tout en gardant une bonne chance de demeurer sous les 2 °C. Cela représente la quantité de charbon, de pétrole et de gaz que nous pouvons brûler en conservant une certaine stabilité climatique. Depuis la révolution industrielle et singulièrement depuis l'après-guerre, nous avons utilisé les deux tiers de ce « capital ». Près de 2 000 milliards de tonnes de CO₂ ont déjà été émises. Ils nous en reste donc 1 200 milliards à émettre avant de franchir le seuil des 2 °C. Cela représente environ 30 ans d'émissions mondiales, à leur niveau de 2014.

Aussi, pour conserver une bonne probabilité de demeurer sous le seuil de danger, il faudrait que les émissions commencent à décroître dans les toutes prochaines années et que leur réduction atteigne des taux parfaitement irréalistes : les États-Unis devraient faire baisser les leurs de 15 % par an, la Chine de 10 % par an, l'Europe de 6 % par an. Quiconque a une vague idée du fonctionnement de l'économie mondiale et du système climatique reconnaît que de tels objectifs sont impossibles à atteindre. Face à ce constat, il ne s'agit pas de renoncer à l'action. Celle-ci est plus que jamais nécessaire pour sauver ce qui peut l'être. Mais, s'il ne faut pas baisser les bras, il faut aussi reconnaître que nous n'avons plus le temps de transformer les économies pour les rendre compatibles avec la stabilité climatique de la planète. Il est trop tard ; le temps que nous avons pour agir, nous l'avons perdu en tergiversations, en vaines discussions.

Ce terrible constat d'échec, dont nous ne mesurons pas encore, aujourd'hui, les conséquences, appelle quelques questions. Comment un tel désastre a-t-il été rendu possible ? Pourquoi, vu l'énormité des enjeux, les responsables politiques et la société ne se sont-ils pas mobilisés à temps pour l'éviter ? Comment et pourquoi avons-nous perdu ce temps si précieux ? Pourquoi la science climatique a-t-elle été si longtemps ignorée, relativisée, mise en doute ? C'est pour chercher des réponses à ces questions que ce livre a été écrit.

Introduction

LA GRANDE ERREUR DU COMITÉ NOBEL

C'était pourtant une belle idée. Le vendredi 12 octobre 2007, le comité Nobel annonçait que le prix Nobel de la paix était attribué conjointement à Al Gore et au Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec). Le comité distinguait les deux lauréats pour des actions très différentes. D'une part, l'ex-vice-président américain (1993-2001) était récompensé pour son film *Une vérité qui dérange* (2005), un documentaire choc sur le réchauffement et ses effets prévisibles sur le moyen et le long terme. D'autre part, le Giec — ce groupe d'experts mandaté par les Nations unies et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) — était couronné pour son travail de synthèse des connaissances scientifiques sur le climat, incarné par un volumineux rapport, rendu tous les cinq à six ans depuis 1990. En prenant cette décision d'offrir le même prix à Al Gore et au Giec en la personne de Rajendra Pachauri, son président, le comité Nobel a en réalité commis une erreur lourde de conséquences. Et, avec le recul

de quelque trois années, aucun Nobel de la paix n'aura été plus contre-productif que celui-ci.

Ce jour-là, les climatologues pensaient avoir définitivement gagné la bataille de l'opinion. Ils venaient, en réalité, de voir brûler tous leurs vaisseaux.

Paradoxal constat. Car, au lendemain de l'attribution du Nobel de la paix 2007, la presse unanime saluait le caractère visionnaire et l'audace du comité Nobel. Et pour cause : en décernant son prix aux hérauts du réchauffement, il attirait l'attention sur ses conséquences les plus pernicieuses. Le changement climatique sera, dans les prochaines décennies, l'un des grands fauteurs de troubles, de tensions entre les pays et, en un mot, de guerres. Il rendra inhospitalières des régions entières, suscitera des mouvements de populations, des réflexes d'accaparement de nouveaux territoires et de nouvelles ressources. Préserver autant que possible la stabilité climatique, c'est donc prévenir les guerres de demain, disait en substance le comité. Sans doute avec raison.

Et pourtant le bât était voué à blesser. Pourquoi ? Simplement parce qu'en associant dans un même prix la science et sa spectacularisation à des fins militantes, le comité Nobel a puissamment ancré dans les esprits une idée fautive sur laquelle prospère ce qu'il est désormais convenu d'appeler le climatoscepticisme — même si, on le verra, cette terminologie n'est pas la mieux choisie. En mettant sur une même estrade le politicien Al Gore et l'ingénieur et économiste Rajendra Pachauri, le comité Nobel a accrédité l'idée que la science et l'activisme écolo-

gique procédaient du même projet. Il a renforcé l'idée fausse que la climatologie est un ensemble de sciences militantes, tendues vers le même objectif que celui des ONG environnementalistes : asseoir un nouvel ordre écologique. Nouvel ordre impliquant un changement civilisationnel radical, une mutation profonde des modes de vie qui ont cours en Occident — et que le reste du monde est réputé nous envier. Les scientifiques étudiant le climat sont devenus, dans l'esprit d'une bonne part de la population, des idéologues au service d'une cause.

Depuis l'attribution du Nobel de la paix 2007, le discours a changé. C'est au nom du pluralisme idéologique et du débat politique que le travail des climatologues, et singulièrement celui du Giec, est cloué au pilori ou discuté dans ses aspects qui ne devraient pas — ou plus — l'être. Tout simplement parce qu'ils ne sont plus débattus. L'exclamation d'un journaliste en conclusion d'une émission de débat résume parfaitement l'état d'esprit ambiant : « Je n'arrive pas à comprendre pourquoi il n'y a pas une position médiane, pourquoi le réchauffement ne pourrait pas être à la fois la faute [...] au CO₂, et la faute à Dame Nature et au Soleil, comme le disent les gens qui sont plus sceptiques²... ! » Ce qui revient à dire que, puisque certains pensent que la Terre est ronde et que d'autres sont convaincus qu'elle est plate, le mieux à faire est de trouver une position médiane et de dire, en somme, que notre planète a une forme de galet.

Cette idée d'une science idéologique s'est tant diffusée dans la société que même certains intellectuels, dont on pourrait penser qu'ils appartiennent à la catégorie la mieux informée sur ce

genre de sujet, la propagent à leur tour, parfois de bonne foi. Dans un éditorial, le quotidien *Libération* décrit le Giec comme « une organisation de l'ONU à la fois savante et militante³ ». Luc Ferry, philosophe, ancien ministre de l'Éducation nationale, n'a pour sa part pas attendu l'attribution conjointe du Nobel de la paix 2007 pour déclarer : « Le Giec, c'est un groupement où sont cooptés des patrons d'associations qui sont souvent des idéologues écologistes⁴. » Un propos où la confusion atteint une sorte de sommet.

Bien sûr, toute science se forge dans la confrontation d'interprétations de faits et de données. Toute science se forge dans la discussion. Mais aucune ne se construit par la négociation. Dans la grande confusion qui caractérise les discussions sur le changement climatique et son diagnostic scientifique, il semble à un grand nombre de commentateurs, d'hommes politiques ou d'intervenants dans le débat public que les sciences du climat sont — ou devraient être — négociables. Qu'une « position médiane » doit pouvoir être trouvée entre ceux qui démontrent que le CO₂ émis par les activités humaines est responsable de la plus grande part des changements climatiques actuels — souvent résumés par le terme imprécis de « réchauffement » — et ceux qui ne croient pas à l'influence de l'homme sur les bouleversements en cours. Les débats et les discussions autour du climat s'orchestrent alors dans les médias de la même façon que s'organisent les débats politiques. D'un côté ceux qui sont « contre », de l'autre ceux qui sont « pour ». Et la balle au centre. Un peu